Reconfigurer la culture civique dans un milieu médiatique en évolution

Reconfiguring Civic Culture in the Evolving Media Milieu

Peter Dahlgren

Traducteur : Catherine Loneux

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/7492>

DOI : 10.4000/questionsdecommunication.7492

ISSN : 2259-8901

Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

Édition imprimée

Date de publication : 1 juillet 2003

Pagination : 151-168

ISSN : 1633-5961

Référence électronique

Peter Dahlgren, « Reconfigurer la culture civique dans un milieu médiatique en évolution », *Questions de communication* [En ligne], 3 | 2003, mis en ligne le 01 juillet 2003, consulté le 08 mai 2019. URL :

<http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/7492> ; DOI : 10.4000/questionsdecommunication.7492

> NOTES DE RECHERCHE

PETER DAHLGREN

Media and communication studies

Université de Lund, Suède

Peter.Dahlgren@soc.lu.se

RECONFIGURER LA CULTURE CIVIQUE DANS UN MILIEU MÉDIATIQUE EN ÉVOLUTION

Résumé. — Les citoyens renoncent à la participation aux élections ou à l'appartenance à des partis politiques, et le cynisme civique ainsi qu'un désengagement croissant semblent s'installer dans certains pays. Pourtant, d'autres phénomènes sont apparus, tels que l'engagement politique extra-parlementaire, les mouvements sociaux, les groupes activistes. Comment mettre en relation cet engagement politique des citoyens, ce concept de culture civique renouvelé, avec les usages qui sont faits des médias, à la fois médias de masse traditionnels et technologies d'information et de communication les plus récentes ? Le rapport entre le thème de l'engagement/désengagement politique et les médias est ici avantagé par une perspective qui prend en compte la participation citoyenne dans le sens d'une action significative et les conditions culturelles préalablement nécessaires à une telle action.

Mots clés. — Médias, démocratie, citoyens, culture civique, nouvelles politiques, participation politique.

Au cours des dix dernières années, le catalogue des maux affectant les démocraties libérales, est devenu un sens commun global, avec des variations, selon les pays, qui confirment justement et vraisemblablement les tendances générales. Les systèmes formels semblent stagner et rester inertes, et les citoyens renoncent, comme on le constate à travers les chiffres en baisse de la participation aux élections ou de l'appartenance à des partis politiques, ainsi que par la nette montée en puissance d'un cynisme civique dans certains pays. Cela se passe également avec difficulté pour la société civile où, même sur ce front, on assiste à un désengagement croissant, comme R. Putnam (2000) l'a notamment remarqué. En même temps, pourtant, d'autres phénomènes sont apparus et ont fait émerger un optimisme prudent : l'engagement politique extra-parlementaire s'est développé, de nouvelles formes d'engagement apparaissent dans les mouvements sociaux, les groupes activistes, partisans de politiques « nouvelles », « par objectifs », ou proposant un « style de vie ». Surgissent également une diversité de campagnes citoyennes et des efforts constants pour construire une opinion publique globale. La question de savoir dans quelle mesure ces alternatives devraient être vues comme des éléments « contrebalançant » les tendances négatives demeure ouverte.

Dans cette présentation, j'offre un cadre analytique que j'ai déjà essayé de développer (Dahlgren, 2000) en mettant en relation l'engagement politique des citoyens et les usages qu'il font des médias – à la fois les médias de masse traditionnels et les technologies d'information et de communication les plus récentes – avec le concept de culture civique. Mon intuition est de croire que le rapport entre le thème de l'engagement/désengagement politique et les médias, dans cette optique, serait avantage par une perspective qui prend en compte la participation citoyenne, dans le sens d'une action significative ainsi que les conditions culturelles qui lui sont préalablement nécessaires. Au départ, l'idée de culture civique entend le terme de citoyen en tant qu'agent social, et elle s'interroge sur les facteurs culturels susceptibles d'avoir un impact sur les actions et la communication des gens dans leur rôle, à multiples facettes, de citoyens. La culture civique, comme je l'évoque plus loin, est ancrée dans les pratiques et le milieu symbolique de la vie au quotidien, ou, si l'on préfère, de la vie dans la société civile. Une des hypothèses est que, pour qu'une démocratie fonctionne, certaines conditions issues des expériences vécues, des ressources et des dispositions subjectives, doivent être réunies. La notion de culture civique greffe des éléments fructueux de la théorie culturelle sur des thèmes plus familiers venant de la communication politique. Le but de ce modeste « changement culturel » n'est pas seulement de mettre en lumière le fait que des dimensions telles que le sens, l'identité, et la subjectivité sont des éléments importants de la communication politique, mais aussi de préciser certains points qui entrent de manière empirique dans l'étude de l'usage citoyen des médias, et qui peuvent nous aider à comprendre des modes et des formes d'engagement variés. On peut étudier ces dimensions en interaction dynamique les unes avec les autres, pour examiner comment, à un instant donné dans le temps, elles peuvent servir à promouvoir l'engagement ou à s'y opposer.

Dans ce qui suit, je présente une rapide vue d'ensemble du cadre de la culture civique, que je recompose ensuite en un circuit à six dimensions, chacune d'elles étant une porte ouverte à des enquêtes empiriques. La véritable interaction entre ces dimensions configure le caractère de la culture civique, à n'importe quel point dans le temps et dans n'importe quelle situation sociale. Pour chacune, je tente de suggérer une articulation possible avec un média. À partir de là, je résume quelques-uns des changements majeurs dans le paysage médiatique et je relie ces changements à l'évolution de la culture civique.

La culture civique : vers un cadre analytique

Rechercher des explications sur les raisons pour lesquelles beaucoup de gens, spécialement parmi les jeunes, se retirent du processus politique démocratique, ou tout simplement n'y entrent pas, renonçant de ce fait, indirectement, à leur rôle de citoyen, peut mener dans plusieurs directions. De même, le défi de mettre au clair les raisons pour lesquelles les gens peuvent s'engager en politique – sont à même de développer de nouvelles formes d'engagement – peut se concevoir de plusieurs manières. À mon sens, nous pourrions comprendre certaines des dynamiques de l'engagement/désengagement en passant par le concept de culture. Le cadre de la culture civique n'est pas une théorie « ambitieuse » ; il n'anticipe pas en essayant d'offrir une explication exhaustive de la participation ou du manque de participation des citoyens à la démocratie. Heureusement pourtant, il peut améliorer notre compréhension de l'action humaine et de ce qui construit les significations des situations concrètes. Les cultures consistent en des systèmes de communication, de pratiques, et de significations ; elles fournissent des orientations qui vont de soi – factuelles et normatives –, ainsi que d'autres ressources pour la vie en communauté. On les intériorise intersubjectivement : elles existent « dans nos têtes », pour ainsi dire, guidant et informant l'action, la parole et la compréhension. Si nous affirmions que la culture n'existe qu'à partir du moment où il y a de la parole et de l'action, nous dériverrions vers une perspective béhavioriste. De la même façon, si nous arguions du fait que la culture gouverne, de manière rigide, toute parole et toute action, nous pencherions vers le déterminisme. Ainsi, doit-on envisager la culture comme produisant des repères de conduite pour des schémas d'action et de pensée possibles, mais jamais comme pouvant fournir des directions automatiques. Il y a toujours une dimension de potentialité dans les analyses sur la culture – des possibilités, que notre analyse démontre, existent – mais nous ne pourrions jamais présumer qu'elles sont toujours réalisables.

La notion de culture civique renvoie à des notions de démocratie « forte » ou « radicale », à la démocratie participative et « délibérative », et également à une vision de la citoyenneté qui est associée au néo-républicanisme, thèmes que je développerai plus tard (Barber, 1984 ; Beiner, 1995 ; Benhabib, 1996 ;

Bohman, Regh, 1997 ; Elster, 1998 ; Eschele, 2001 ; van Gunsteren, 1998 ; Mouffe, 1992). Ainsi, cela a-t-il une base normative : la culture civique n'est pas seulement une « bonne chose », mais elle est nécessaire pour la démocratie. Étant donné que le fondement du cadre de cette culture est l'agent-citoyen, les questions le concernant s'intéressent aux processus conduisant à ce statut. En voici deux : comment les gens deviennent-ils des citoyens, comment en arrivent-ils à se voir comme des membres et participants potentiels du développement social ? La théorie libérale, par exemple, tend trop souvent à postuler l'existence d'un citoyen mûre qui entre dans le royaume public, pour ainsi dire pleinement formé. La question de savoir comment il/elle en est arrivé(e) là, est largement passée sous silence ou, au mieux, est perçue comme quelque chose qui doit être compris en termes de psychologie individuelle. La culture civique, en tant que concept, n'est pas quelque chose de nouveau, et ma reformulation fait traverser des éléments traditionnels de science politique vers la communication politique. Les théoriciens politiques américains de la guerre froide ont essayé de cartographier les variables culturelles de la démocratie en utilisant à la fois une large gamme de techniques d'enquête, et des points de vue fonctionnalistes sur l'intégration sociale (Almond, Verba, 1963 ; 1980). Mon point de départ est quelque peu différent : en utilisant le concept, je souhaite le mettre à jour et éviter ce que je crois être des éléments de réductionnisme psychologique et d'ethnocentrisme. De même, par ma vision de la culture médias, j'entends que la culture est constructiviste et matérialiste, plus que systémique. Si le concept plus familier de « sphère publique » attire notre attention vers les espaces de communication relevant de la politique dans la vie quotidienne et dans les médias, la « culture civique », elle, attire notre attention vers les traits du monde socio-culturel – dispositifs, pratiques, processus – qui constituent les conditions préalables à la participation réelle des gens à la sphère publique, à la société civile et politique. En bref, ces pré-requis impliquent des attributs culturels, répandus parmi les citoyens, qui peuvent faciliter, de manières multiples, la vie en démocratie.

La notion de culture civique que j'emploie est ancrée dans la vie quotidienne et ses horizons, et ainsi, peut-on la voir comme une région importante du monde vécu, proposé par J. Habermas, avec ses négociations sur les normes et valeurs (cf. les récentes reformulations de J. Habermas sur la société civile et la sphère publique : Habermas, 1996 : chapitre 8). Pour développer davantage cette pensée, la culture civique, prise en tant que partie du monde vécu, est vulnérable vis-à-vis de la colonisation par le système de la politique et de l'économie. La culture civique, en d'autres termes, est façonnée par une multitude de facteurs. Même le système légal est de toute première importance. Le constitutionnalisme est essentiel, avec des institutions en marche qui peuvent garantir, parmi d'autres choses, la règle de droit, la prise de décision démocratique, la séparation des pouvoirs, les libertés d'expression individuelles, les libertés de réunion, d'association, de religion. Des facteurs de structure sociale, d'économie, d'éducation, de possibilités organisationnelles, d'infrastructure, d'espace, peuvent tous avoir un impact. Pour mon propos, je soulignerai le rôle des facteurs médiatiques qui façonnent la culture civique. Cette dernière peut s'imposer, même en

l'absence de facteurs importants – sociaux, politiques, légaux – comme nous l'avons vu, dans plusieurs pays, lorsque le système communiste a commencé à s'effondrer. La culture civique est, potentiellement, à la fois forte et vulnérable. Elle aide à promouvoir le fonctionnement de la démocratie, même si l'assise de celle-ci est précaire face au pouvoir économique et politique. Elle peut façonner les citoyens, à travers diverses « technologies de la citoyenneté », comme les appelle B. Cruikshank (1999). Par exemple, les gouvernements et l'éducation – j'ajouterai les médias, et je ne saurais trop insister sur cela – peuvent servir à donner des pouvoirs aux citoyens ou à les sanctionner.

Il existe une tension conceptuelle et empirique entre les notions de « civique » et de « politique ». Sans entrer dans une digression étymologique, nous pouvons noter que « civique » renvoie à citoyen, comme c'est le cas pour ce mot « civil » qui lui est relié, lorsque celui-ci est utilisé dans l'expression « société civile ». La citoyenneté nous oriente vers l'idée d'appartenance officielle, ainsi que vers le droit et la capacité de participer au développement de la société (elle a également une dimension subjective, comme signalé plus bas). Le terme « civique » devrait ainsi être compris comme une condition préalable au politique (démocratique), un réservoir de potentialités pré-politiques ou non-politiques qui s'actualiserait à des moments spécifiques où la politique surgit. Cette tension se retrouve dans le couple « société civile et société politique » ; la frontière est difficile à établir avec certitude et peut, en effet, être aussi bien temporelle que sociale ou spatiale. Habituellement, nous pensons à la société comme à la vaste arène des interactions sociales, des associations et des organisations, délimitée par « l'État » d'un côté, et par « le marché » de l'autre. Mis à part les problèmes empiriques majeurs posés par ces frontières, la pensée contemporaine sur la société civile met souvent en évidence la socialisation et l'acculturation à la démocratie que la société civile promeut, argument-clé chez R. Putnam (2000). Mais où et comment, précisément, le « civil » ou le « civique » deviennent-ils « politiques » ? Je me référerai à ce qui a été dit plus tôt sur la culture comme potentiel : la culture civique est un construit analytique qui cherche à identifier les possibilités des individus agissant dans leur rôle de citoyen. C'est un rôle qui peut avoir des aspects non politiques ou pré politiques (comme souvent c'est le cas dans la société civile), mais qui peut ouvrir vers « le politique » et se développer, en effet, en une politique formalisée. La clé est de mettre l'accent sur la dimension processuelle et contextuelle : le politique et la politique ne sont pas des données simples, mais sont construits *via* des paroles et des faits.

Si l'on considère la culture comme une ressource, une mine de biens à laquelle font appel les individus et les groupes pour leur activité de citoyen, cela rappelle la notion de « capital social ». M. W. Edwards et B. Foley indiquent, dans l'introduction de leur collection consacrée à l'analyse des idées de R. Putnam sur la société civile et le capital social (Edwards *et al*, 2000), que ce dernier terme a une variété d'origines et d'usages. Le travail de P. Bourdieu et du sociologue américain J. Coleman sont parmi les plus importants à cet égard, même si c'est dans la pensée de R. Putnam que le

terme devient le plus directement applicable au thème de la démocratie. C'est comme si le capital social résidait dans les connexions sociales à l'intérieur des réseaux de relations réciproques (Putnam, 2000 : 21-24). Ces liens sociaux mêlent des valeurs sociales à de la confiance et de la réciprocité ; ils sont à la fois un bien individuel et social. La notion de capital social chez R. Putnam inclut des liens affectifs (liens exclusifs, intra-groupes) et de l'opposition (liens globaux, reliant à d'autres groupes). L'auteur attire l'attention sur le fait que le capital social peut évidemment comporter un côté sombre : des groupes terroristes poseurs de bombes, des organisations racistes, etc., qui, bien que faisant preuve de manifestations de groupe, s'orientent dans des directions profondément anti-démocratiques. Ces conceptualisations du capital social soulignent son caractère de ressource, mais ce terme, en tant que tel, ne se prête pas à l'analyse des processus de construction de sens. Nous devons dépasser les variables et les dynamiques sociales et accomplir un tournant culturel. La suite de notre propos va tenter de le faire en présentant la culture civique comme un circuit à six dimensions.

Un circuit dynamique

Le concept de culture civique ne présuppose pas l'homogénéité entre les citoyens mais, dans l'esprit du néo-républicanisme, il suggère le besoin d'un engagement minimal partagé à l'égard d'une vision et des procédures de la démocratie, laquelle entraîne, à son tour, la capacité à voir au-delà des intérêts immédiats de son propre groupe. Inutile de dire que ceci est un équilibre difficile à maintenir. Pourtant, des groupes sociaux et culturels différents peuvent exprimer leur culture civique de plusieurs manières, ce qui, théoriquement, renforce les possibilités de la démocratie. Les groupes et leurs positions politiques sont toujours, à certains égards, inscrits dans des flux, et les individus peuvent incarner des loyautés de groupe multiples. Au plan conceptuel, on peut modéliser la culture civique comme un circuit intégré dont les six dimensions ont une réciprocité mutuelle. Pour résumer, les six dimensions en question sont : les valeurs, les affinités, le savoir, les pratiques, les identités et la discussion. En les présentant, mon objectif est à la fois d'affirmer une perspective constructiviste et de mettre en lumière les processus de construction de sens qui caractérisent la culture civique à tout instant donné.

Les valeurs et les affinités

Il faut souligner que les valeurs doivent s'ancrer dans la vie de tous les jours ; un système politique n'atteindra jamais son caractère démocratique si le monde, dans la vie de tous les jours, reflète des dispositions normatives anti-démocratiques. Nous pouvons distinguer des valeurs substantives comme l'égalité, la liberté, la justice, la solidarité, et des valeurs procédurales telles que l'ouverture, la réciprocité, la discussion, la responsabilité (financière également) ou la tolérance. Même le soutien du système judiciaire – en considérant qu'il est légitime – est l'expression d'une telle vertu : la démocratie ne survit pas à une

situation où le manque de respect envers la loi est trop répandu. Toutefois, la simple manière dont de telles valeurs doivent s'appliquer dans la pratique peut, bien sûr, constituer une base à un débat sérieux ; et par moment, cela devrait être le cas. C'est précisément pourquoi les normes et les mécanismes procéduraux prennent une très grande importance. La résolution de conflits, s'efforçant au maximum d'atteindre un compromis dans des situations où le consensus est impossible, est une tâche clé pour les sociétés démocratiques et requiert un engagement vis-à-vis des règles du jeu. Les médias de masse tendent largement à renforcer l'engagement dans les valeurs démocratiques (même si c'est souvent à l'occasion de scandales qu'ils sont évoqués), et l'on pourrait arguer que la défense des droits démocratiques individuels se répand globalement *via* les représentations médiatiques. M. Schudson (1998), dans son enquête historique sur la citoyenneté aux États-Unis, affirme que c'est tout spécialement le ciment des valeurs des droits individuels qui donne des raisons d'avoir un optimisme mitigé au regard de l'avenir de la démocratie. Face aux nouveaux médias interactifs, on peut invoquer l'idée que les vertus de la communication démocratique – circulation de l'information, contacts verticaux ou horizontaux, délibération, etc. – ont un plus grand potentiel, même si cela n'est pas toujours vérifié dans la pratique.

Ici, j'ai à l'esprit une notion moins ambitieuse que celle de « communauté » : il s'agirait plutôt du sentiment *a minima* de posséder quelque chose en commun, parmi les citoyens de nos sociétés modernes et hétérogènes de ces récentes années, le sentiment d'une appartenance à une même entité sociale et politique, en dépit de toutes les différences. En effet, ils ont à échanger les uns avec les autres pour faire fonctionner leurs entités communes, que ce soit au niveau des régions, des États-nations ou de l'arène globale. S'il existe un degré nominal d'affinité, par exemple, les conflits peuvent alors finir par opposer des « adversaires », plutôt que des « ennemis » (Mouffe, 1999), dès lors que la conscience d'une communauté civique partagée est opératoire. Cette communauté est fondée sur la prise de conscience, dans tous les groupes, d'un besoin mutuel de maintenir la démocratie et d'adhérer à ses règles. Des communautés d'un type plus contraignant, avec des affects prononcés, peuvent – au mieux – aussi exister, mais j'évite délibérément l'argument fort du communautarisme comme pouvant être utile au fondement d'une société démocratique, car je pense que cela ne fait que mettre la barre à un niveau inutilement élevé. L'affinité civique se dilue en confiance civique. Là aussi, j'aspire à rester à un niveau modeste. Il est certain qu'un degré minimal de confiance est nécessaire dans les gouvernements et les autres principales institutions, mais dans le contexte civique, nous devons aussi ajouter la confiance entre les citoyens. R. Putnam (2000 : 136) distingue la confiance « spontanée » fondée sur des relations personnelles établies, de la confiance « raisonnée », cette présomption d'honnêteté généralisée et cet espoir de réciprocité que nous accordons à ceux que nous ne connaissons pas personnellement, mais avec lesquels nous sentons que nous pourrions avoir des échanges satisfaisants. Le fait que les individus puissent expérimenter, à un certain degré, la « confiance spontanée » est évidemment nécessaire au bien-être psychologique et social des humains, mais la confiance raisonnée s'avère particulièrement appropriée à des contextes civiques.

Le savoir et les pratiques

Sous la forme d'une connaissance organisée et fiable du monde social, le savoir est indispensable pour la vitalité d'une démocratie. Les compétences forment un sous-ensemble de la connaissance qui est primordiale, notamment l'habileté à se comporter de manière communicative dans le monde socio-politique. Un certain niveau de culture est essentiel ; les personnes doivent être capables de donner un sens à ce qui circule dans la sphère publique, et doivent comprendre le monde dans lequel ils vivent. L'éducation, sous ses multiples formes, conserve toujours sa pertinence en démocratie, même si ses contenus et objectifs doivent souvent faire l'objet d'un examen critique. Alors qu'il semble assez évident qu'en matière d'actualités, le public doit pouvoir accéder à des reportages, portraits, analyses, discussions et débats de bonne qualité, il devient également plus difficile de définir ce qu'est l'accession au savoir, à mesure que s'accroît l'hétérogénéité socioculturelle et que le paysage médiatique évolue. Cette ouverture pose également des questions de capacité linguistique et de proximité culturelle. Ce qui réitère, bien sûr, le besoin de voir exister de multiples sphères publiques, caractérisées par une autonomie et une diversité suffisantes pour cibler et incorporer des groupes différents. Ainsi, pour la préservation de la vitalité de nos démocraties, ne pourra-t-on jamais établir, une fois pour toutes et de manière précise, ce que sont les types de connaissances et de compétences requises, ni à qui ces dernières appartiennent.

Une autre nuance importante doit être apportée. Les modes d'appropriation des connaissances évoluent, particulièrement chez les jeunes, aux prises avec les changements culturels. Les nouvelles technologies des médias peuvent promouvoir de nouvelles modalités d'expression et de pensée, de nouvelles sources de connaissance et formes de compétences communicationnelles. Au regard des connaissances et des compétences, nous devons prendre en compte les nombreuses formes et inflexions différentes qui peuvent exister entre les individus et les groupes. D'un côté, on parle de pluralisme démocratique et en sa faveur, mais pourtant, d'un autre côté, il faut rester vigilant face à cette question de l'efficacité des différentes modalités d'appropriation des connaissances par rapport au pouvoir dominant. Par exemple, il se peut que les formes intuitives de connaissance et les modes expressifs de communication que l'on trouve, parmi certains groupes, ne soient pas toujours politiquement efficaces, dans une culture politique où les élites opèrent dans les conditions d'une rationalité technocratique. La démocratie doit être incarnée dans des pratiques concrètes et récurrentes – individuelles, de groupe ou bien collectives – en rapport avec des situations variées. De telles pratiques génèrent un sens social et personnel pour les idéaux de la démocratie. Si elles doivent devenir partie intégrante de la culture civique, tout en préservant le potentiel nécessaire à des interventions spontanées, à des formes de pratiques nouvelles et inédites, elles doivent inclure une certaine dose de routine et d'éléments familiers. Dans un sens, la culture civique doit bénéficier de méta-règles qui brisent les règles normales. À cet égard, on peut tenir les élections comme une forme de pratique routinière, mais une culture civique requiert bien d'autres dimensions, en relation avec de nombreuses circonstances de la vie de tous les jours et avec la société civile et politique. Par exemple, on peut voir l'organisation de campagnes, la tenue de réunions, de discussions de management, comme des

pratiques importantes du monde réel qui reposent sur la culture civique ; celles-ci à leur tour relient évidemment la connaissance aux compétences. À travers le temps, les façons de faire deviennent des traditions, et l'expérience devient mémoire collective. La démocratie, aujourd'hui, a besoin de se référer au passé, sans s'y laisser enfermer. De nouvelles pratiques et traditions doivent et peuvent évoluer afin que la démocratie ne stagne pas. Les médias de masse y contribuent, grâce à leurs représentations sélectives (et exclusives) de la vie politique en cours, incluant ses rituels et symboles. Pourtant, les TICs les plus récentes prennent une importance accrue, à mesure que les personnes utilisent de plus en plus leurs nouvelles possibilités et incorporent celles-ci dans leurs pratiques politiques (*i.e.* la mobilisation active *via* l'Internet).

Les identités

Dans l'abondante et récente littérature sur la citoyenneté, un thème important a montré son côté subjectif (Clarke, 1996 ; Ellison, 2000 ; Isin, Wood, 1999 ; Preston, 1997). Alors que les attributs formels et légaux de la citoyenneté ne sont pas moins centraux aujourd'hui, de nombreux observateurs ont mis l'accent sur la nécessité de comprendre la citoyenneté comme une forme d'identité, la reliant souvent, dans l'analyse, à des éléments de la culture de la vie de tous les jours. L'identité est comprise comme plurielle car, au quotidien, nous agissons dans des mondes dont les réalités sont multiples ; nous transportons en nous-mêmes différentes formes de connaissances, d'hypothèses, de règles et de rôles selon des circonstances variées. À des degrés divers, chacun de nous est un être composite. Pour que la démocratie fonctionne, les gens ont besoin de se voir, d'une certaine manière, comme des citoyens, bien qu'il faille être clair sur le fait que peu trouvent le terme de « citoyen » très enthousiasmant : ce qui est en jeu n'est pas un label, mais une subjectivité d'appartenance et d'efficacité. La citoyenneté est centrale pour les débats sur l'appartenance sociale et la participation sociale. Voir la citoyenneté comme une dimension de notre identité peut aussi nous aider à éviter de laisser nos idéaux démocratiques générer un portrait de la citoyenneté prédéfini – déterminé une fois pour toutes – qui serait irréaliste psychologiquement et sociologiquement. Il y a de nombreuses manières d'être un citoyen et de « faire la démocratie ». Les identités d'appartenance ne sont pas seulement produites subjectivement par les individus, mais évoluent en relation avec les milieux sociaux et les mécanismes institutionnels. Nous devrions voir la composante citoyenne comme partie intégrante des individus modernes, à savoir de plus en plus multiforme et changeante.

La discussion

La discussion entre citoyens est la pierre angulaire de la sphère publique ainsi qu'une clé pour la plupart des formulations du néo-républicanisme, de la démocratie radicale ou forte, et certainement de la démocratie délibérative. Cette dimension possède une qualité « méta » et, pourtant, c'est par l'échange, ou plus simplement par la parole, que la plupart de la substance des

autres dimensions devient effective, circule et se renforce. En même temps, on peut voir les attributs spécifiques de la parole du citoyen comme un élément intégral de la culture civique, et les facteurs qui peuvent l'affecter. Nous pouvons examiner empiriquement la parole civique en étudiant, par exemple, ses modes discursifs variés, ses sites et modes d'accomplissement spatiaux et contextuels, ses circonstances sociales. Nous devrions rechercher quelles règles tacites sont opérantes dans ces contextes, et comment les mécanismes d'étiquette sociale – attachés à la parole – peuvent soit promouvoir les pratiques de débat public, soit leur faire obstacle. Dans une étude ethnographique détaillée, N. Eliasoph (1998) dévoile les cadres socioculturels qui inhibent les pratiques discursives dans la culture civique américaine et contribuent à une « évaporation de la sphère publique ». Une bonne part de la discussion civique se fait aujourd'hui sur l'Internet, non seulement dans des forums qui lui sont explicitement réservés, mais aussi sous diverses formes de journalisme en ligne et dans l'activité en réseau d'organisations ou de mouvements activistes.

Il est bien clair que toutes les interactions communicationnelles de la vie quotidienne ne doivent pas être traitées comme relevant du débat civique. En fait, j'ai la certitude que cela ne concerne qu'une partie d'entre elles. Pourtant, nous ne pouvons jamais savoir, à l'avance, quel propos de nature pré-politique s'orientera – peut-être indirectement – vers la politique, dans le contexte d'interactions en cours. Récemment, on s'est posé la question de savoir si la parole politique des citoyens devait être davantage comprise comme fondée sur le caractère informel du flux du langage de tous les jours, ou bien si elle devait être plutôt considérée comme un mode distinct et séparé de l'activité de discours. M. Schudson (1997) a avancé un argument controversé selon lequel « la conversation n'est pas l'âme de la démocratie ». Son point de vue consiste à penser que la « conversation » relève fondamentalement de la sociabilité. La discussion politique, en revanche, concerne la résolution de problèmes et cherche à trouver des solutions aux conflits ; elle est efficace et poursuit un but. La délibération démocratique n'est pas « spontanée » ; elle est plutôt civile, publique, et pas même nécessairement égalitaire. Elle ouvre la porte à de l'inconfort social, apparemment à l'opposé de ce qui est habituellement souhaité dans une conversation. Cependant, il apparaît que M. Schudson et d'autres procèdent selon une compréhension de la discussion politique qui, en effet, est plutôt fermée, là où certains voient une discussion formelle. Celle-ci est associée à des contextes bien spécifiques ; elle se distingue des situations des autres modes de parole. Il est certainement possible de travailler avec ce type de définition, mais la perspective néo-républicaine revendiquerait l'idée que tant qu'existent vraiment ces contextes formels, nous avons besoin de regarder au-delà de ces cadres. Ils insistent au contraire sur la perméabilité des contextes, le caractère imprévisible, désordonné, de la parole de tous les jours, afin de mettre en avant la vision selon laquelle le politique, et ainsi le rôle de l'individu comme citoyen, n'est jamais donné *a priori*, mais peut émerger selon de multiples processus, auxquels les analyses politiques doivent être attentives.

La culture civique et le milieu des médias

Les médias, en tant qu'institutions qui façonnent tellement notre environnement symbolique et fournissent de la matière aux informations et à la communication interactive, prennent une grande importance – de différentes manières – dans chacune des six dimensions citées. Nous pouvons éclairer ce point en précisant brièvement quels sont les vecteurs qui ont prévalu au changement dans les médias et quelle est leur influence potentielle sur la démocratie. Nous pouvons à ce propos citer une littérature contemporaine abondante (Bagdikian, 2000 ; Baker, 2002 ; Bennett, Entman, 2001 ; Croteau, Hoynes, 2000 ; Lacroix, Tremblay, 1997 ; Herman, McChesney, 1997 ; McChesney, 1999 ; Axford, Huggins, 2001 ; Preston, 2000 ; Sussman, 1997). Ces auteurs soulignent le renforcement mutuel des tendances structurelles et technologiques qui ont changé le paysage médiatique de manière phénoménale. Parmi ces transformations, sont à prendre en compte la prolifération (i.e. le rendement toujours croissant de la production médiatique), la commercialisation, la concentration, la convergence, la globalisation et la numérisation. Le consensus analytique général est que, au moins en termes de médias de masse dans les pays industrialisés, ces développements ne contribuent pas à l'existence d'une démocratie plus robuste dans laquelle les citoyens seraient engagés. Bien sûr, il y a des attentes, particulièrement si l'on va plus dans le détail des niveaux d'analyse. Le rôle négatif actuel des médias de masse peut, du reste, être illustré de multiples façons. Ainsi, d'un point de vue bien connu, pouvons-nous formuler l'hypothèse selon laquelle le fait d'exagérer l'importance des climats idéologiques véhiculés par les médias va influencer sur les dimensions de la culture civique. Par exemple, on peut suggérer que la progression du cynisme vis-à-vis du système politique est une réponse partielle aux représentations médiatiques qui, à de multiples égards, séparent les valeurs traditionnelles de la démocratie des identités, les faisant apparaître comme naïves et démodées.

Dans une perspective connexe, et dans une période où le marché néo-libéral occupe une telle position prééminente dans les discours des médias, il n'est pas surprenant d'être témoin du fait que l'économisme imprègne le discours politique. La politique, pas seulement par la manière dont elle se manifeste pendant les campagnes électorales, accentue les notions de budget exsangue, de coûts sociaux en hausse, de réductions budgétaires. Des visions normatives, qui mettent l'accent sur les valeurs démocratiques, deviennent de plus en plus rares, à mesure que les calculs financiers marginalisent d'autres préoccupations. Nous trouvons également que les espaces réservés aux actualités économiques, à la fois dans la presse écrite et à la télévision, se sont étendus. Cela résulte, en partie, d'une couverture plus importante dédiée aux questions économiques et financières. Pourtant, nous observons aussi que de nombreux sujets, de nature sociale ou politique, envisagés alors comme des problèmes économiques plus que sociaux et politiques, finissent de plus en plus dans les rubriques économiques des journaux et programmes télévisés. En tandem avec l'économisme, le consumérisme se trouve traité dans les discours politiques comme un vecteur idéologique. Alors que le rôle des

citoyens est de plus en plus mêlé à celui du consommateur – et on ne peut plus voir ces deux derniers comme directement antithétiques – les modes de discours consuméristes mettent l'accent sur les récits de marché et la satisfaction individuelle, bien plus que sur les principes démocratiques et les valeurs telles que la justice, l'égalité et la solidarité. Comme autre illustration, nous pouvons noter que les valeurs démocratiques d'ouverture et de tolérance (que nous pouvons relier aux dimensions d'identité et d'affinité) ont certainement perdu de leur vigueur après les événements traumatisants du 11 septembre 2001. Les États-Unis n'étaient pas seuls si bien que de nombreux pays d'Europe de l'Ouest ont constaté une contraction de la sphère publique, dans le sillage du lancement de la « Guerre contre le terrorisme ». Les médias ont peu ou prou contribué à une polarisation drastique dans le climat public en reproduisant et en légitimant le message de l'élite au pouvoir : « Ou bien vous êtes totalement avec nous, ou bien vous soutenez le terrorisme », petite place laissée à la nuance politique ou à l'analyse des origines sociales du terrorisme. Les expériences du 11 septembre – pas tant dans leur forme médiatisée – ont donné naissance à une manifestation forte de civisme parmi les Américains. Toutefois, ce tournant positif s'accompagnait d'un regrettable état d'esprit général, du type : « Les États-Unis contre eux tous ! », marqué par le harcèlement de personnes d'origine arabe ou de confession musulmane. En Suède, par exemple, nombre d'Iraniens immigrés en ont été également les victimes ! Les identités et les affinités ont également été mises en cause dans les derniers succès des partis de la droite populiste en Europe de l'Ouest, lesquels ont poussé à des politiques fortement anti-immigration. Le chemin vers des sociétés multiculturelles démocratiques et harmonieuses est rude, et les origines du racisme et du sentiment anti-immigration sont complexes. Alors que les événements du 11 septembre ont indéniablement alimenté ces feux, nous devons aussi regarder les mécanismes de routine du journalisme. Le dicton « pas de nouvelles, bonnes nouvelles » y est particulièrement problématique. Dans la plupart des pays de l'Europe de l'Ouest, de larges segments de la citoyenneté n'ont pas de contacts personnels avec les immigrés. Leurs perceptions sont, dans une large mesure, modelées par les images proposées dans les médias. Selon la logique du journalisme des quotidiens, les immigrés apparaissent, la plupart du temps, dans des informations négatives : problèmes sociaux, crimes, coût de l'aide de l'État et des services sociaux. Manifestement, il n'y a aucune intention expresse de nuire, mais à l'horizon et à long terme de la culture civique, une réflexion sérieuse s'impose. Une présentation plus positive, par les médias, de l'apparence de ces personnes, de leur façon de parler, de leur nom même, qui les désignent comme « immigrés », est cruciale.

Enfin, parmi les dilemmes continuels de la démocratie, on trouve le bas niveau de conscience politique des citoyens, un problème contre lequel les instituts de sondages et les chercheurs en sciences sociales luttent depuis les années trente (Lewis, 2001). Comme je le mentionnais précédemment, nous devons nous préparer à ce que la dimension de connaissance et de compétence change de forme à mesure que les médias évoluent. Pourtant, la plupart du temps, pour la citoyenneté dans son ensemble, la connaissance d'une

référence de base sous la forme d'informations factuelles est toujours d'actualité, et le rôle traditionnel du journalisme n'a pas encore été éclipsé, même si les circonstances changent. Le public porte aussi une responsabilité, et les cadres utilisés par les médias sont une clé qui pose clairement problème, dans la pratique de la culture civique. Il est également trop facile d'entamer la longue litanie des points négatifs apportés par les médias de masse dans leur rôle de formateurs de la culture civique. Manifestement, il faut nuancer de nombreuses revendications, affirmations et hypothèses par un travail d'investigation empirique. De plus, il devient de plus en plus difficile d'isoler les médias de masse comme un acteur unifié ; leur pouvoir est à mettre en relation avec d'autres institutions et acteurs, et ils ne sont en aucun cas complètement homogènes. Nous devons continuer à enregistrer l'apport positif qu'ils représentent pour la culture civique, même si le fossé entre les idéaux et la réalité s'élargit parfois douloureusement pour la plupart des citoyens. Cependant, si nous nous tournons vers l'Internet, des éléments de preuve, en faveur d'un point de vue un peu plus optimiste, émergent.

Les reconfigurations autour de l'Internet

À mesure que les débats sur la mauvaise santé de la démocratie se sont intensifiés, au cours des années quatre-vingt-dix, l'Internet a conduit rapidement, quant à lui, à la révolution au sein des médias. Très rapidement, de nombreux observateurs ont connecté les deux phénomènes, et ce dans un sens optimiste. Bien sûr, le fait que les nouvelles technologies de l'information et de la communication révolutionnent à peu près toutes les sphères de la vie des sociétés modernes n'est pas une nouvelle (van Dick, 2000 ; Slevin, 2000). Néanmoins, une ambiguïté demeure sur le fait de savoir jusqu'où, elles améliorent la démocratie (Hague, Loader, 1999 ; Dahlgren, 2001). L'économie politique de l'Internet suggère que son développement s'oriente promptement vers la commercialisation, laquelle caractérise le modèle des médias traditionnels (Patekis, 2000). Car elle est devenue aujourd'hui un élément intégré dans la dynamique du capitalisme mondial (Schiller, 1999). Il se peut que la logique de marché, associée aux cadres juridiques émergents, contribue à minimiser le phénomène (Lessig, 1999 ; 2001). Pourtant, malgré ces menaces vis-à-vis de son potentiel civique, c'est en particulier la capacité de communication horizontale qui a attiré l'attention sur le rôle et le statut particuliers de l'Internet dans le développement de politiques extra-parlementaires récentes ou alternatives.

Deux perspectives différentes semblent émerger. L'une d'elles postule que, alors qu'il y a eu des changements intéressants, sur le fond, pour la démocratie, l'apport de l'Internet reste modeste ; le Net n'est pas considéré comme un facteur de transformation politique (Margolis, Resnick, 2000). On ne peut prendre cette preuve à la légère, mais ce qui doit être pris en compte est que cette perspective est ancrée dans un ensemble d'affirmations qui globalement ne regardent pas au-delà du système politique formel, ni au-delà

du rôle traditionnel des médias respectant le système. Tandis que les problèmes de la démocratie sont connus, la solution consisterait à revitaliser les modèles traditionnels de participation politique et des cadres de communication. D'autres chercheurs prennent un point de départ différent, pensant que nous entrons dans une ère de transition dans laquelle les certitudes du passé, au regard du fonctionnement de la démocratie, sont aujourd'hui problématiques. On constate que la démocratie se retrouve, dans une situation précaire, face à un nouvel embranchement de l'Histoire, même si aucune considération sérieuse sur l'actuelle et la future santé de notre démocratie ne peut démentir l'importance centrale des partis politiques. Les nouvelles politiques peuvent défier, inspirer ou renouveler les partis politiques traditionnels, mais elles ne peuvent remplacer complètement ce noyau central fondamental du système démocratique. Nous devons retenir un point de vue qui englobe ces deux aspects à la fois, tout en soulignant les articulations qu'ils présentent. De même, n'oublions pas que, jusqu'à aujourd'hui, seule une très petite minorité de la population est politiquement et civiquement engagée sur la « toile », et n'oublions pas enfin que les usages politiques de l'Internet sont modestes, comparés aux autres qui en sont faits. Actuellement, pourtant, il est clair que c'est dans les fissures générées par les turbulences des médias traditionnels et des schémas de société changeants que nous pouvons commencer à apercevoir des espoirs pour une culture civique et une démocratie qui se ressource par le Net. Si nous déplaçons ainsi notre regard et regardons à partir de ce point de vue alternatif, il y a des preuves qui montrent une contribution bien plus robuste venant de l'Internet. Dans leur récente étude émanant de la recherche en science politique, D. Graber et son équipe remarquent que « la littérature sur l'intérêt des réseaux et l'activisme global semble particulièrement riche en exemples montrant comment les usages variés de l'Internet et du Web ont transformé l'activisme, la pression politique, et les stratégies de communication publiques [...] ». La recherche sur les organisations civiques et la mobilisation politique est caractérisée par des découvertes qui montrent l'importance potentielle des effets des nouveaux médias et l'étendue de la théorie directement applicable » (Graber *et al.*, 2002 : 3-4).

Un examen minutieux de la communication publique présente sur l'Internet nous montrera que de nombreuses et sérieuses manifestations reflètent et promeuvent des reconfigurations pour la culture civique dominante. Si on la regarde celle-ci du point de vue de nos six dimensions, des alternatives émergent réellement. Dans l'espace qui m'est donné ici, je ne peux tenter une étude globale, mais je peux commencer à examiner la vaste expression d'engagement citoyen démocratique et progressiste, fondée sur l'Internet qu'est le Centre de communication et d'engagement civique (CCCE) de l'Université de Washington (www.engagedcitizen.org/). Non seulement, le centre possède de nombreux liens et ressources, mais il poursuit aussi des recherches sur les nouvelles formes de participation à la démocratie, en mettant l'accent sur l'Internet. Les acteurs cachés derrière les sites Internet ont des profils très différents. Cela va des ONG et organisations à but non lucratif, sponsorisées par des fondateurs, jusqu'aux mouvements sociaux, groupes politiques activistes, syndicats ou entreprises commerciales, qui

pensent que les affaires ne sont pas antinomiques des valeurs sociales progressistes. Certains des groupes et réseaux activistes sont bien établis, d'autres sont plus récents. L'accent mis sur l'activisme, l'engagement, l'activité en réseaux, le partage de l'information, la construction d'alliances, les communautés, renvoie à des valeurs civiques qui diffèrent de manière marquée de ceux que l'on trouve dans les médias courants, où l'action civique et politique collective, en dehors de l'arène politique traditionnelle, est habituellement traitée avec méfiance, si ce n'est scepticisme. On trouve également un réel sens civique. Il y a un ton dominant néo-républicain qui promeut un climat de solidarité et de confiance parmi les activistes, un sentiment de communauté entre tous ceux qui, de manière différente, se battent pour un changement social progressiste. Le savoir est aussi une dimension fortement mise en avant dans le vaste domaine de la politique. La plupart de ces sites Internet proposent de l'actualité, des informations, des analyses, des liens et ressources ; les outils de partage de l'information sont banals (y compris les compétences concernant l'Internet), et il y règne un climat d'entraide qui suggère que l'on peut, tout à la fois, apprendre en agissant et en étudiant. En termes de pratiques, nombreuses celles que l'on pourrait évoquer. On peut argumenter sur le fait que la connaissance et la capacité à se développer sont parmi les pratiques les plus courantes. La liste des différents types de pratiques proposées serait à la fois longue et peu surprenante ; on peut simplement la résumer en disant que le style de citoyenneté souhaité sur ces sites Internet se constitue dans des pratiques et à partir d'elles : la démocratie est une chose qui se fait et qui est jouée par les citoyens dans des contextes variés. Cette notion de « faire la démocratie » est de toute évidence inhérente à ce type de pratiques. C'est à travers les nombreuses formes d'activité citoyenne, en coopération avec les autres, que chacun se construit et maintient les identités citoyennes. Les discussions apparaissent sur de nombreux sites, mais on peut montrer que les paramètres sont étroits, étant donné la relative homogénéité d'appartenance politique de la plupart des participants.

Conclusion

La dimension de discussion est une sorte de méta-catégorie qui fait circuler et génère parfois des valeurs, des affinités, de la connaissance. En effet, c'est ce type de discussion, tendant à renforcer une vision générale mondiale, des échanges d'expérience, cimentant l'identité collective, et ayant un poids sur les options stratégiques dans les activités, qui domine, plutôt que le débat entre des points de vue opposés. À mesure que la sphère publique s'étend au-delà de l'Internet et que le champ d'action de nouvelles politiques continue à s'étendre, le journalisme sur le Net aura besoin de préserver des espaces de communication ouverts entre le politique et le pré-politique, entre traditionnelle et nouvelle politiques. Nous devons nous souvenir que nous sommes encore dans la première phase de cette nouvelle ère médiatique, et que, pour voir clairement la signification de ces nouveaux

médias, il nous faudra attendre un peu, dans la mesure où les citoyens développent de nouvelles manières de « chercher, fouiller, répondre, être des interlocuteurs, et faire la conversation » (McQuail, 1997 : 129). Toutefois, en marge du système, peut-être quelque chose de profond est-il en train de naître concernant la manière dont la démocratie se forge¹.

Traduction : Catherine Loneux, université Rennes 2²

Références

- Almond G., Verba S., 1963, *The Civic Culture*, Princeton, Princeton University Press.
- Almond G., Verba S., eds, 1980, *The Civic Culture Revisited*, Princeton, Princeton University Press.
- Axford B., Huggins R., eds, 2001, *New Media and Politics*, London, Sage.
- Bagdikian B., ed., 2000, *The Media Monopoly* 6th, Boston, Beacon Press.
- Baker E. C., 2002, *Media, Markets, and Democracy*, Cambridge/New-York, Cambridge University Press.
- Barber B., 1984, *Strong Democracy : Participatory Politics for a New Age*, Berkeley, University of California Press.
- Beiner R., ed., 1995, *Theorizing Citizenship*, Albany, Suny Press.
- Benhabib S., ed., 1996, *Democracy and Difference*, Princeton, Princeton University Press.
- Bennett L., 2003, « Consumerism and global citizenship : lifestyle politics, permanent campaigns, and international regimes of democratic accountability », in : Micheletti M. et al, eds, *The Politics Behind Products : Using the Market as a Site for Ethics and Action*, New Brunswick, N. J., Transaction Press.
- Bennett L., 1998, « The uncivic culture : communication, identity, and the rise of lifestyle politics », *Political Science and Politics*, 4, pp. 741-761.
- Bennett L., Entman R., eds, 2001, *Mediated Politics : Communication in the Future of Democracy*, New-York, Cambridge University Press.
- Bohman, J., Rehg, W., eds, 1997, *Deliberative Democracy*, Cambridge, M.A./London, MIT Press.
- Castells M., 1997, *The Power of Identity*, London, Blackwell.
- Clarke P. B., 1996, *Deep Citizenship*, London, Pluto.
- Croteau D., Hoynes W., 2001, *The Business of Media : Corporate Media and the Public Interest*, London, Pine Forge Press.

¹ Une version plus courte de ce texte est parue dans : J. Corner, D. Pels, eds, *Media and Political Style : Essays on Representation and Civic Culture*, London, Sage. L'auteur remercie J. Corner pour ses précieux commentaires apportés à une mouture préliminaire de ce travail.

² La traductrice remercie M. Loneux pour les conseils avisés apportés à la mise au point du texte.

- Cruikshank B., 1999, *The Will to Empower : Democratic Citizens and Other Subjects*, Ithica, New-York, Cornell University Press.
- Dahlgren P., 2000, « Media, citizens and civic culture », pp. 310-328, in : Gurevitch M., Curran J., eds, *Mass Media and Society*, 3rd ed., London, Edward Arnold.
- Dahlgren P., 2001, « The public sphere and the net : structure, space and communication », pp. 33-55, in : Bennett L., Entman R., eds, 2001, *Mediated Politics : Communication in the Future of Democracy*, New-York, Cambridge University Press.
- Dijk J. van, 1999, *The Network Society*, London, Sage.
- Eliasoph N., 1998, *Avoiding Politics : How Americans Produce Apathy in Everyday Life*, Cambridge, Cambridge University Press.
- Ellison N., 2000, « Civic-subjects or civic-agents ? The structure-agency debate in late modern perspective », *Theory, Culture and Society*, pp. 148-156.
- Elster J., ed., 1998, *Deliberative Democracy*, Cambridge, Cambridge University Press.
- Eschele C., 2001, *Global Democracy, Social Movements, and Feminism*, Boulder, Westview Press.
- Graber D. et al, 2002, « The Internet and politics : emerging perspectives », pp. 1-26, in : Price M., Nissenbaum H., eds, *The Internet and the Academy*, London, Peter Lang Publishing.
- Gunsteren H. R. van, 1998, *A Theory of Citizenship*, Boulder, Westview Press.
- Habermas J., 1996, *Between Facts and Norms*, Cambridge, M.A./London, MIT Press.
- Hague B., Loader B., eds, 1999, *Digital Democracy*, London, Routledge.
- Hall J., 2001, *Online Journalism : A Critical Primer*, London, Pluto.
- Herman E., McChesney R., 1997, *The Global Media*, London, Cassell.
- Isen E., Wood P., 1999, *Citizenship and Identity*, London, Sage.
- Lacroix J.-G., Tremblay G., 1997, « The "Information Society" and Cultural Industries Theory », numéro spécial, *Current Sociology*, 4, pp. 1-154.
- Lessig L., 2001, *The Future of Ideas : the Fate of the Commons in a Connected World*, New-York, Random House.
- Lessig L., 1999, *Code and Other Laws of Cyberspace*, New-York, Basic Books.
- Lewis J., 2001, *Constructing Public Opinion*, New-York, Columbia University Press.
- Margolis M., Resnick D., 2000, *Politics as Usual : the Cyberspace « Revolution »*, London, Sage.
- McChesney R., 1999, *Rich Media, Poor Democracy : Communication Politics in Dubious Times*, Champaign, University of Illinois Press.
- McQuail D., 1997, *Audience Analysis*, London, Sage.
- Miller D., 2000, *Citizenship and National Identity*, Cambridge, Polity Press.
- Mouffe C., ed, 1992, *Dimensions of Radical Democracy*, London, Verso.
- Patekis K., 2000, « The political economy of the Internet », pp. 84-106, in : Curran J., ed., *Media Organizations in Society*, London, Arnold.
- Preston P., 2001, *Reshaping Communications*, London, Sage.

- Preston P.W., 1997, *Political/Cultural Identity*, London, Sage.
- Putnam R., 2000, *Bowling Alone :The Collapse and Revival of American Community*, New-York, Simon and Schuster.
- Schiller D., 1999, *Digital Capitalism*, Cambridge, MA, MIT Press.
- Schudson M., 1997, « Why conversation is not the soul of democracy », *Critical Studies in Mass Communication*, 4, pp. 297-309.
- Schudson M., 1998, *The Good Citizen*, New-York, The Free Press.
- Slevin J., 2000, *The Internet Society*, Cambridge, Polity Press.
- Sussman G., 1997, *Communication, Technology and Politics in the Information Age*, London, Sage.
- Tambini D., 1999, « New media and democracy : the civic networking movement », *New Media and Society*, 3, pp. 305-329.
- Wilhelm A., 2000, *Democracy in the Digital Age*, London, Routledge.